



## Comment le financement du développement peut-il répondre au défi de la vulnérabilité des PMA et des autres pays vulnérables? Améliorer l'allocation et soutenir la transformation structurelle

Forum 2021 de l'ECOSOC sur le financement du développement

12 avril 2021

13h15 à 14h45, heure de New York - 17h15 à 18h45, heure de Ouagadougou - 19h15 à 20h45 heure de Paris

La crise du Covid-19 a mis en évidence les vulnérabilités auxquelles les PMA et d'autres pays vulnérables, notamment les petits États insulaires en développement (SIDS), sont confrontés. Dans ce contexte, la Conférence PMA 5 de Doha en 2021 sera de la plus haute importance pour adapter le soutien de la communauté internationale aux pays les plus vulnérables. Dans la perspective de cette conférence, la Ferdi, le Centre de développement de l'OCDE et l'UN-OHRLLS s'associent pour approfondir le débat sur la manière dont le financement du développement peut rendre le soutien aux PMA plus adapté à leur vulnérabilité, avec des implications pour l'ensemble des pays en développement vulnérables.

Dans le contexte mondial actuel, fait de crises multiples, le panel présentera des propositions pour que les PMA ne soient pas laissés pour compte et que des ressources adéquates soient canalisées vers eux à des niveaux et selon des modalités appropriées. Ceci implique à la fois une allocation de l'APD entre pays prenant en compte leur vulnérabilité et un usage des ressources contribuant à la transformation structurelle de ces pays de façon à réduire durablement leur vulnérabilité.

Le panel cherchera d'abord quel peut être l'apport d'une allocation des flux concessionnels pour le développement prenant en compte la vulnérabilité des pays receveurs. Il ne s'agit pas de faire de la vulnérabilité le seul critère mais de s'assurer que ce critère est bien pris en compte. Il y a trois raisons pour lesquelles il est important de promouvoir une allocation sur cette base. La première tient aux méfaits, de mieux en mieux reconnus, de la vulnérabilité des pays face à des chocs multiples (économiques, climatiques, sécuritaires) qui frappent en particulier les PMA, y compromettent la poursuite du développement durable et la réalisation des ODD et justifient un niveau d'aide élevé à destination de ces pays. Or l'objectif de 0,15 % (ou 0,20 %) d'APD pour les PMA n'est manifestement pas atteint, malgré des engagements internationaux réitérés. Il est important de poursuivre le débat sur la manière de canaliser les ressources et de recentrer les efforts de financement concessionnel vers les pays particulièrement vulnérables tels que les PMA. En second lieu l'objectif de 0,15 % est un objectif global pour l'ensemble des PMA, nullement différencié entre eux selon la vulnérabilité de chacun, ce que l'adoption d'un critère continu permettrait. Troisièmement, l'adoption d'un critère de vulnérabilité permet une transition en douceur pour les pays sortant de la catégorie des PMA : une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies de 2012 sur la transition en douceur (A/RES/67/221) invitait les partenaires de développement à considérer les critères PMA (qui incluent la vulnérabilité) comme des critères d'attribution de l'aide. Par extension, l'adoption d'un critère de vulnérabilité permettrait de répondre à une demande répétée des SIDS d'élargir l'éligibilité des financements concessionnels. L'Assemblée générale des Nations unies, dans le paragraphe 8(a) de la

résolution A/RES/75/215, a demandé au Secrétaire général de présenter des recommandations sur le développement et l'utilisation possibles d'un indice de vulnérabilité multidimensionnel (MVI), qui aborde les vulnérabilités reconnues des SIDS en particulier, ce qui inclut plusieurs PMA gradués et en voie de graduation. UN DESA et l'OHRLS coordonnent ce travail au sein du système de développement des Nations unies.

Pour qu'une allocation selon la vulnérabilité soit effectivement adoptée et mise en œuvre il faut que se dégage un consensus sur un indicateur de vulnérabilité susceptible d'être utilisé comme critère d'allocation. Cet indicateur, qui peut certes être construit de façon différente selon les bailleurs de fonds, devrait avoir plusieurs caractéristiques communes. En premier lieu, et c'est là l'essentiel, l'indicateur doit refléter une vulnérabilité exogène c'est-à-dire indépendante de la politique présente des pays, ce que l'on appelle la vulnérabilité structurelle. En deuxième lieu, la vulnérabilité prise en compte doit être multidimensionnelle, c'est-à-dire qu'elle doit couvrir les trois facteurs structurels de vulnérabilité qui risquent d'affecter le développement des pays, à savoir la vulnérabilité économique face aux chocs externes ou naturels, la vulnérabilité physique au changement climatique et la vulnérabilité sociétale. Enfin, l'indicateur doit être simple, compréhensible, et reposer sur des statistiques fiables. Des travaux sont en cours pour élaborer un indice ayant ces caractéristiques ; c'est le cas de l'indicateur développé par le Commonwealth. Un exemple de vulnérabilité sociétale exogène pourrait être la localisation du pays le long des routes de contrebande du crime organisé dans le triangle nord.

D'autre part, les PMA et la communauté internationale doivent trouver des moyens de s'attaquer à une source critique de vulnérabilité : l'absence de transformation économique et de résilience intrinsèque aux chocs exogènes. Afin de s'assurer que les financements concessionnels externes servent bien l'objectif final de réduction de la vulnérabilité des pays, il ne suffit pas qu'ils soient alloués en fonction de leur vulnérabilité. L'étape suivante serait de s'assurer que ce financement s'attaque au cœur de ces vulnérabilités, ce qui implique une transformation structurelle des pays les rendant plus résistants aux chocs exogènes, notamment en respectant leurs propres choix, c'est-à-dire en s'alignant sur leurs priorités.

L'événement examinera donc ensuite les moyens les plus efficaces d'utiliser ces fonds pour aider au mieux les PMA et les autres pays vulnérables à accélérer leur développement en diminuant leurs vulnérabilités. Cela implique de promouvoir la transformation économique structurelle, dont dépend la réduction de la vulnérabilité. Bien que les PMA soient très hétérogènes et confrontés à des défis différents, ils souffrent généralement d'une faible diversification de la production et du commerce, d'une capacité d'échelle limitée et d'une dépendance à l'égard d'activités qui exacerbent leur vulnérabilité environnementale. Les nouvelles technologies pourraient changer la donne, si elles ne sont pas utilisées simplement pour transformer les PMA en "marchés" de solutions développées ailleurs, mais comme des outils permettant de libérer leur potentiel de créativité et d'innovation et d'ouvrir de nouvelles formes de réseaux et de partenariats, en fonction des choix politiques propres aux pays. La discussion examinera comment les ressources extérieures peuvent avoir un effet de levier sur les ressources nationales, tant publiques que privées, et sur la capacité des États à stimuler l'activité économique et à accroître la résilience des pays. Il mettra en avant la question de savoir comment le financement du développement pourrait mieux contribuer à renforcer les capacités productives, pilier essentiel de l'avenir des PMA, et à les préparer à la graduation.

Ce webinaire devrait être l'occasion de faire des propositions concrètes dans la perspective de la Conférence PMA 5 afin que le financement externe du développement soit canalisé de manière préventive vers les pays en développement les plus vulnérables et utilisé pour lutter contre leurs vulnérabilités structurelles et multidimensionnelles.